

45737



NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr. : GENERALE

E/ECA/CM.18/14

19 février 1992

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Treizième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Addis-Abeba (Ethiopie),
10-16 avril 1992

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt-septième session de la Commission/
dix-huitième réunion de la Conférence
des ministres

Addis-Abeba (Ethiopie),
20-24 avril 1992

**RAPPORT SUR LES ACTIVITES PREPARATOIRES ET LA PARTICIPATION
DE L'AFRIQUE A LA HUITIEME SESSION DE LA CONFERENCE DES
NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT**

INTRODUCTION

1. Il convient de rappeler que les organes délibérants de la CEA ont, en de nombreuses occasions, demandé au Secrétaire exécutif, en collaboration avec d'autres personnalités notamment le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), d'assurer une participation effective de l'Afrique aux négociations multilatérales en lui apportant l'assistance voulue. L'élément de programme 3.1 du programme de travail de la CEA est une réponse en partie à cet appel.
2. La présente brève note du secrétariat sur les activités préparatoires et la participation de l'Afrique à la huitième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement fait la synthèse de différentes étapes du processus de négociation au niveau de l'Afrique. Toutefois, l'analyse est quelque peu entravée par deux facteurs. Il s'agit, en premier lieu, de la date retenue pour la tenue de la huitième session de la Conférence en Colombie - février 1992 - et en second lieu, de la non-disponibilité des conclusions des Négociations commerciales multilatérales d'Uruguay.
3. La note résume les points saillants des activités préparatoires à la participation de l'Afrique jusqu'à la tenue de la septième réunion ministérielle du Groupe des 77 à Téhéran en novembre 1991. En revanche, l'incidence sur les économies africaines des conclusions de la huitième session de la Conférence ne seront effectivement évaluées qu'à la fin de cette session. Il en est de même de l'incidence des Négociations commerciales multilatérales d'Uruguay. Cependant, dans le dernier cas, une perte de certains avantages déjà acquis est à craindre dans certains domaines où les négociateurs africains n'ont pu défendre efficacement leurs intérêts. Dans le premier cas, la situation aurait été différente si la tenue de la huitième session n'avait pas été reportée du quatrième trimestre de 1991 à février 1992. Les Négociations d'Uruguay ont commencé en 1986 et ont traîné pendant plus de cinq ans. La principale cause en était le désaccord entre les Etats-Unis d'Amérique d'une part, et la Communauté économique européenne de l'autre, sur la question des subventions agricoles.
4. Il importe également de souligner l'importance des conclusions de la session extraordinaire de la Conférence des ministres africains du commerce, notamment ses "Stratégies pour la relance, le redressement et la croissance du commerce africain dans les années 90 et au-delà" (E/ECA/TRADE/89/25/Rev.5), en tant que contribution à la stratégie africaines de négociation. Un appel y était lancé pour la redéfinition et le renforcement du cadre institutionnel en vue du dialogue et des négociations, d'une part entre les Africains et d'autre part entre ceux-ci et les pays développés et les autres pays en développement dans le contexte de la CNUCED et de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), pour ne mentionner que ces quelques instances.
5. Par ailleurs, en avril 1991, la onzième session de la Conférence des ministres africains du commerce réunie à Addis-Abeba a, au paragraphe 41 de son rapport (E/ECA/TRADE/91/12), renvoyé l'examen de la position africaine sur les questions à négocier au sein du Groupe des 77 et à la huitième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement car le secrétariat de la CNUCED et le Comité préparatoire du Groupe des 77 n'avaient pas fourni les informations de base supplémentaires nécessaires. Une autre raison importante était qu'il fallait permettre au continent africain de tenir compte, dans sa stratégie, de faits nouveaux qui pourraient intervenir à l'approche de la tenue de la septième réunion ministérielle du Groupe des 77 et des nouvelles dates fixées pour la huitième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Cependant, il a été difficile de trouver un pays pour accueillir la septième réunion ministérielle du Groupe des 77.

compte du résultat de ces consultations aux ministres africains du commerce pendant la septième réunion ministérielle du Groupe des 77.

11. L'étape suivante, l'élaboration d'un texte comparé fondé sur les textes soumis par les trois réunions ministérielles régionales (Lusaka pour l'Afrique; Pyongyang pour l'Asie et Caracas pour l'Amérique latine), a été franchie par le Groupe des 77 à Genève. C'est ainsi qu'un "texte harmonisé" du Groupe des 77 a été présenté à la septième réunion ministérielle du Groupe des 77, d'où est issu le Document final de Téhéran (doc.77/MM(VII)/1).

III. PARTICIPATION DE L'AFRIQUE ET DEFENSE DE SES INTERETS

12. En application des décisions prises à Lusaka, le Président des ambassadeurs africains à Genève a présenté un rapport à la réunion des ministres africains du commerce tenue à Téhéran. Le rapport indiquait dans quelle mesure les positions régionales africaines avaient été harmonisées avec celles d'autres régions au sein du Groupe des 77. En ce qui concerne les questions non résolues, les informations appropriées ont également été fournies aux ministres, des suggestions étant faites quant aux principales difficultés rencontrées. Le texte harmonisé reprenait une grande partie des questions préoccupantes figurant dans la Déclaration de Lusaka. Il importe néanmoins de souligner qu'il a été nécessaire de reformuler certaines propositions africaines afin de tenir compte des vues d'autres régions pour arriver à un consensus. Dans certains cas, la reformulation a permis d'améliorer nettement les chances d'atteindre les objectifs initiaux envisagés par l'Afrique.

13. A titre d'exemple, dans le domaine des produits de base, le paragraphe 36 relatif au "financement compensatoire" de la Déclaration de Lusaka a bénéficié d'une telle contribution. La version révisée indique que ces questions, ainsi que les mesures prises ou requises dans le domaine du financement compensatoire de la baisse des recettes d'exportation, devraient être maintenues à l'étude au niveau de la CNUCED. Le secrétariat de la CNUCED devrait suivre l'évolution de différents systèmes de financement compensatoire et leurs incidences sur le développement des pays en développement. A la différence de ce qui précède, le texte original de la Déclaration de Lusaka n'avait pas prévu de mécanismes particuliers de suivi. Le texte faisait état de la nécessité de prévenir toute action néfaste susceptible de porter préjudice aux intérêts des économies tributaires des produits de base, qui, dans leur majorité se trouvent en Afrique.

14. D'autres modifications apportées au texte final ont tout simplement élargi les propositions africaines à un groupe plus vaste au sein du Groupe des 77. C'était le cas de la décision prise en ce qui concerne la "diversification, la transformation, la commercialisation et la distribution, y compris le transport". Le document préconisait la coordination des politiques nationales et la transparence, en soulignant l'importance d'un environnement extérieur favorable et la nécessité d'intensifier et de promouvoir la coopération entre producteurs et consommateurs de produits de base.

15. La question des Négociations commerciales multilatérales d'Uruguay mérite une mention particulière dans le contexte du développement du commerce international. La onzième session de la Conférence des ministres africains du commerce avait déjà manifesté son insatisfaction. Elle a attiré l'attention sur la lenteur des progrès réalisés et sur la manière dont la région semblait avoir été ignorée et marginalisée, notamment à Bruxelles, en décembre 1990. En outre, la Conférence des ministres africains du commerce réunie en avril 1991 avait saisi cette occasion pour examiner la question de manière plus détaillée avant d'adopter une résolution (Annexe III du document E/ECA/TRADE/91/12). La résolution demandait au sommet de l'OUA qui allait se tenir ultérieurement à Abuja, en juin 1991, d'adopter une position politique et de faire comprendre aux pays industrialisés et même au GATT que les intérêts de l'Afrique ne pouvaient pas continuer d'être marginalisés.

grand nombre de délégations avaient été conduites par leurs ministres respectifs, même si à Téhéran l'Afrique était représentée par quatre fois plus de ministres que l'Amérique latine.

22. Il est difficile de parler d'incidences eu égard à ce qui est dit dans certains des paragraphes précédents. Il se pose également la question de savoir dans quelle mesure les décisions de la session précédente de la CNUCED ont été appliquées, notamment leurs effets sur les économies africaines, d'autant que la plupart mettent relativement beaucoup de temps à se manifester.

23. Quant aux incidences sur les perspectives de l'Afrique à court et long termes il ne s'agit pas seulement de connaître les points qui seront examinés à la huitième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement mais également comment et à quel moment les décisions seront appliquées. Les repères les plus probables pourraient comprendre l'étendue des mesures concrètes qui seront prises et leur degré d'application par rapport à l'expérience passée. Il se pose également la question de savoir comment la nouvelle structure envisagée pour la CNUCED elle-même permettra de surmonter les obstacles sur la voie des efforts visant à favoriser la croissance économique et le développement. La CNUCED sera peut-être également jugée sur la question de savoir si les pays en développement, et en particulier l'Afrique, ont un pouvoir de négociation véritable pour faire en sorte que les intérêts régionaux et nationaux essentiels ne soient plus ignorés ni marginalisés.

24. Les conséquences de la huitième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, instance où les débats ont lieu dans la transparence et où sont prises des mesures orientées vers la communauté internationale, vont au-delà de certaines des questions inscrites à son ordre du jour provisoire. Il y a par exemple le rôle futur de la CNUCED comme instance pour tenir des discussions au plan international ouvertes et démocratiques et arriver à un consensus. Le plus important serait sans doute de joindre par la suite l'action concrète à la parole. Il se pose également la question de la structure fonctionnelle même du Groupe des 77 et du lien qui sera établi entre celle-ci et la structure de la CNUCED à l'avenir. Jusqu'à présent, les travaux de la CNUCED ont été caractérisés par la différenciation entre groupes (groupes B, D, G.77 et Chine) : le groupe D comprenant les pays d'Europe de l'Est et l'Union soviétique du fait qu'ils ont adopté la planification centrale (ce groupe se désintègre rapidement à tous égards); le groupe B (comprenant les pays développés et industrialisés) semble destiné à absorber certains des pays qui quittent le groupe D; le Groupe des 77 (comprenant quelque 128 pays en développement) qui probablement ne sera rejoint par aucun des anciens pays membres du groupe D. On constate de plus en plus parmi les membres les plus développés de ce Groupe des 77 un relâchement de la notion de solidarité accrue en faveur de la souplesse. En d'autres termes, ces derniers souhaiteraient sortir du cadre restreint initial.

25. On peut donc supposer que l'affrontement au grand jour entre les adversaires pourrait à l'avenir être considérablement réduit mais pas éliminé. Ce changement d'attitude de la part du Groupe des 77 déjà apparent lors de la réunion ministérielle est illustré par le fait que des pays non membres du Groupe des 77 (Japon, Australie, Canada, Italie, Pays-Bas, Pologne, Suède, Suisse et Turquie) ont participé à une réunion du Groupe, pour la première fois dans la longue histoire du Groupe, en qualité d'"invités spéciaux".

26. Ainsi, jusqu'à ce que l'on dispose des résultats précis de la huitième session de la Conférence, toute évaluation faite maintenant de son incidence probable d'un point de vue africain ne peut qu'être très suspecte. Tout porte à croire que cette huitième session se tiendra à un moment où se poseront des questions complexes et redoutables. On assiste déjà à des changements manifestes dans les approches en matière de politique nationale et internationale. Ces changements sont appelés à être positifs ou négatifs. Les derniers sont empreints de dangers potentiels alors que les premiers pourraient offrir des possibilités de promotion du développement international.

instrument politique qui expose des problèmes communs. Cette action exige une stratégie à même de donner un fort pouvoir de négociation permettant d'atteindre les buts et objectifs collectivement définis par les pays en développement sur la base d'un programme de négociation convenu avec les pays développés.

33. Le présent rapport préliminaire constitue évidemment la première partie du document sur les questions relatives aux activités préparatoires et à la participation de l'Afrique à la huitième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. La deuxième partie constituera un additif au présent rapport et sera publié après la huitième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement qui se tiendra à Cartagena de Indias (Colombie) en février 1992. L'additif fera une synthèse actualisée des conclusions et décisions arrêtées à cette huitième session, compte tenu des nombreuses préoccupations de l'Afrique consignées dans la Déclaration de Lusaka et incorporées par la suite dans les Documents finals de Téhéran.